

BANQUE MONDIALE

Lutte contre la pauvreté et réhabilitation de l'État coordonnateur

« **L**es récessions et les baisses d'activité accentuées se répercutent sur pratiquement tous les éléments de la stratégie de développement: la santé de la population se détériore, la scolarité est interrompue et la pauvreté s'aggrave. [...] La santé de la population se détériore, la scolarité est interrompue et la pauvreté s'aggrave. [...] Aujourd'hui, trois milliards de personnes ont moins de deux dollars par jour pour vivre, 130 millions d'enfants ne sont toujours pas scolarisés, 1,5 milliard de personnes est toujours privé d'eau salubre et n'a pas accès à des systèmes d'assainissement. Nous (la Banque) sommes responsables des aspects structurels, sociaux et humains du développement. [...] Nous ne pouvons plus adopter un système dans lequel le macro-économique et le financier seraient envisagés indépendamment des aspects structurels sociaux et humains. [...]

Nous avons besoin de flexibilité pour nous adapter à la situation particulière de chaque pays. [...] Les pays doivent être aux commandes et indiquer le cap à suivre. Ils doivent fixer les objectifs ainsi que l'ordre, l'échelonnement et le calendrier des programmes. Les programmes sociaux revêtent une importance capitale pour la paix et la stabilité à long terme d'un pays quel qu'il soit, et doivent figurer en bonne place dans les programmes des organismes internationaux d'aide et de développement qui collaborent avec les gouvernements».

Telle est la tonalité générale du nouveau discours de la Banque mondiale, baptisé *Cadre de développement intégré* et présenté par son président, James Wolfensohn. Ces orientations semblent en tout cas annoncer une mise en bémol des théories du tout économique au nom du rétablissement des équilibres macroéconomiques, qui avaient naguère les faveurs des bailleurs de fonds. Très en vogue ces dernières années, la lutte contre la pauvreté s'affirme maintenant comme la priorité. L'heure est donc à la relativisation des Plans d'ajustement structurels dirigistes qui avaient fragilisé nombre de pays en développement, en les confrontant brutalement au marché international. Silence également sur les politiques de désengagement des États, de secteurs vitaux comme l'agriculture, la santé, l'éducation et sur les démantèlements de sociétés parapubliques pourvoyeuses d'emplois, qui avaient plongé des populations entières dans la précarité.

L'Aide: une arme à double tranchant

En cherchant à réhabiliter l'autorité des gouvernements dans de nouvelles fonctions (régulation économique et sociale, stratégies à long terme) et dans une plus grande transparence, en redécouvrant la société civile dont elle n'avait pas toujours pris la mesure des aspirations, en soutenant le retour à une planification qui «prendrait en compte tous les paramètres du développement humain et non plus strictement économiques», la Banque annonce vouloir désormais reposer son action sur «une vision plus globale du développement».

Reste maintenant à savoir dans quelle mesure des institutions aussi puissantes que la Banque mondiale et le FMI, dont l'existence est légitimée par leurs interventions au cœur des économies des pays en développement, accepteront de rétrocéder le premier rôle aux États et aux populations.

Autre évolution notable, le discours sur la lutte contre la pauvreté s'ouvre dorénavant à la prise en compte d'un facteur jusqu'alors occulté: les inégalités. C'est ce qui ressort du dernier rapport de la Banque sur *La pauvreté dans le monde*, dix ans après le lancement de la première campagne sur ce thème. Il y est clairement inscrit qu'il ne s'agit plus seulement de soulager la misère des peuples, mais de lutter contre les inégalités en donnant plus de pouvoir aux exclus et en favorisant le renforcement des capacités des communautés locales.

Le discours sur l'aide est par contre plus critique, si l'on se réfère au discours du vice-président de la Banque pour la région Afrique, lors du Sommet de Libreville tenu en janvier dernier sur 'Croissance et réduction de la pauvreté. Agenda pour l'Afrique à l'orée du 3^e millénaire'. « L'aide a été une arme à double tranchant pour l'Afrique. Elle a bien sûr fourni des ressources supplémentaires indispensables. Mais dans plusieurs pays, l'aide a aussi contribué à diminuer le sens d'appropriation et à déresponsabiliser les dirigeants, à affaiblir les institutions locales et à éroder les capacités par une utilisation peu efficace de l'assistance technique. Par ailleurs l'aide n'a pas toujours atteint les plus pauvres. À titre d'exemple, sur 100 dollars dépensés dans la santé, 12 dollars seulement arrivent effectivement au niveau des 20% des gens les plus démunis» ■